

Au Canada et aux États-Unis, des pressions seront exercées sur les gouvernements pour qu'ils se retirent de ces négociations historiques; on tentera aussi de susciter des craintes à l'égard de "l'étranger". Certains groupes dans nos deux pays ne demandent qu'à être effrayés ou jugent préférable de se replier sur soi plutôt que de se tourner vers l'extérieur. Pour le sprint final des négociations, nous aurons besoin du soutien des dirigeants du monde des affaires et d'autres instances qui comprennent qu'il faut libéraliser le commerce mondial.

L'imagination de nos critiques n'aura pas de bornes; le moindre changement climatique pourra être porté au compte des négociations commerciales. Par exemple, à mesure que les Blue Jays progresseront inexorablement vers le championnat de la Ligue américaine, chaque victoire sera perçue aux États-Unis comme une étape de plus dans l'exécution d'un complot ourdi par le Canada, tandis que les défaites seront pour les Canadiens la preuve de l'impérialisme culturel américain.

Si ces négociations doivent échouer, laissons-les échouer d'elles-mêmes; mais si l'on veut qu'elles soient couronnées de succès, - et elles peuvent assurément l'être - tous ceux d'entre nous qui croient aux mérites d'une libéralisation des échanges doivent s'engager dans le débat.

Pour l'instant, il revient à nos deux gouvernements et à nos négociateurs de jouer. Nous avons trois mois pour nous entendre sur un projet d'accord. Certains paramètres sont clairs. Aucun des deux gouvernements ne signera un accord qui met en péril ses intérêts nationaux. Les deux insistent sur la conformité aux dispositions du GATT et veulent retirer de toute entente éventuelle des avantages tangibles. Les négociateurs ont cerné plusieurs secteurs où il est possible de réaliser des progrès réels. Mais il reste encore de grands problèmes à résoudre. Les États-Unis s'intéressent à la réglementation touchant les investissements, point sensible de tout temps au Canada. Pour sa part, le Canada estime qu'il n'a pas intérêt à conclure un accord qui le soumettrait à l'application unilatérale ou capricieuse des lois ou règlements américains. Nous ne cherchons pas à être exemptés de l'application de règles équitables. Nous voulons que les échanges entre nos deux pays soient régis par des règles dont nous aurons convenu, soutenues par un mécanisme obligatoire de règlement des différends.

Ce ne sont pas là des questions faciles à résoudre, mais ce ne sont pas non plus les seuls problèmes que soulèvent les négociations. C'est par la négociation que nous pouvons arriver à nos fins. Les plus importantes